



# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: UN RÉSEAU À LA HAUTEUR DE NOS AMBITIONS

**COALITION**  
AVENIR QUÉBEC.ORG

Le réseau québécois d'enseignement supérieur a effectué un rattrapage considérable au cours des 50 dernières années. Plusieurs intervenants au Sommet en font une démonstration éloquente et détaillée : le Québec doit être fier des progrès accomplis au cours des dernières décennies. Un nombre sans cesse grandissant de jeunes fréquentent l'université, et le Québec compte des institutions parmi les plus reconnues au monde.

La situation économique, politique et sociale du Québec a considérablement évolué depuis la Révolution tranquille. Les universités québécoises font face à de nouveaux défis, qui exigent des solutions différentes de celles du passé. Les réformes nécessaires ne devraient pas être balayées sous le tapis au nom d'impératifs politiques à court terme.

## QUELQUES CONSTATS INCONTOURNABLES

### A) DES COMPRESSIONS INSENSÉES

Le 18 janvier dernier, le gouvernement a annoncé des compressions de 250 millions \$ sur deux ans dans le réseau universitaire. Combinées à une réduction de 36,5 millions \$ des budgets de recherche, ces coupures heurtent les universités de front et compromettent leurs efforts en recherche et développement.

À quelques semaines de la fin de l'année fiscale, ces coupures auront des impacts majeurs sur les services aux étudiants et la santé financière des universités.

La Coalition appuie l'objectif d'atteindre le déficit zéro, mais elle préconise des réformes stratégiques, qui s'attaquent au gaspillage et à la bureaucratie inutiles plutôt qu'aux moteurs de notre croissance économique, sociale et culturelle.

### B) UN SOUS-FINANCEMENT IMPORTANT

La CREPUQ a récemment mis à jour une étude qui conclut que le sous-financement de fonctionnement des universités atteignait 850 millions \$ en 2009-2010 un manque à gagner de 4090 \$ par étudiant<sup>1</sup>. En considérant les différences de coût de la vie entre le Québec et le reste du Canada, l'économiste Pierre Fortin évalue ce sous-financement entre 300 et 400 millions \$.

Concernant les besoins actuels d'engagement, l'estimation de la CREPUQ rejoint celle du syndicat des professeurs: il manque approximativement 800 professeurs dans le réseau universitaire du Québec pour respecter les ratios optimaux d'étudiants/professeurs.

Nos universités traînent aussi près de 1,6 milliard \$ d'entretien différé accumulé, dont 85.7% est attribuable aux quatre universités ayant une importante mission de recherche<sup>2</sup>. Le déficit cumulé de toutes les universités québécoises totalisait 2,1 milliards \$ au 30 avril 2011, soit l'équivalent d'une année complète de fonctionnement pour le réseau collégial.

### C) DES DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES LIÉES À LA MISSION DE RECHERCHE

Le Québec compte 19 universités aux profils diversifiés. Certaines comptent plus d'étudiants, offrent des formations particulières, ou se consacrent davantage à l'enseignement ou à la recherche. Les besoins de chacune ne sont pas identiques.

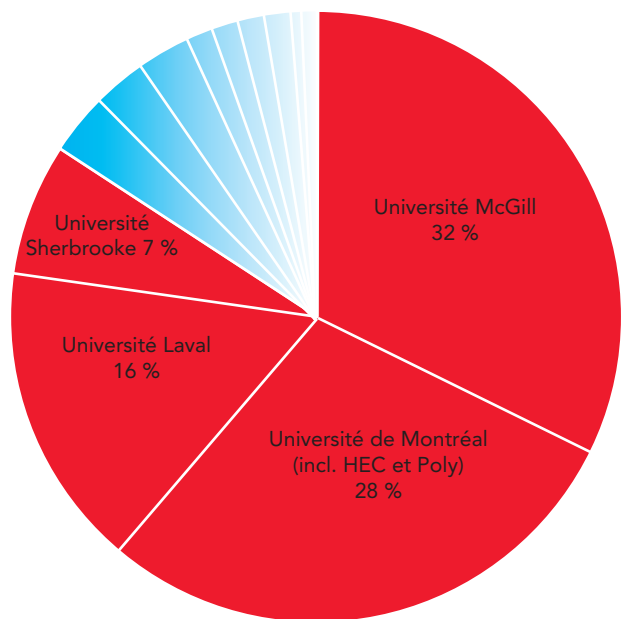
Les universités ayant une importante mission de recherche connaissent des difficultés qui leur sont propres. À elles seules, l'Université de Montréal, McGill, l'Université de Sherbrooke et l'Université Laval traînent 85.7% du 1,6 milliard de déficit d'entretien accumulé du réseau universitaire. Ces universités accaparent aussi 83% du financement fédéral de la recherche.

1- Source : «Le niveau des ressources de fonctionnement des universités québécoises : comparaison aux autres universités canadiennes 2003-2004 à 2009-2010», La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), 15 janvier 2013, [http://www.crepuq.qc.ca/IMG/pdf/Etude\\_CREPUQ\\_2013\\_Niveau\\_Ressources\\_2013-01-15.pdf](http://www.crepuq.qc.ca/IMG/pdf/Etude_CREPUQ_2013_Niveau_Ressources_2013-01-15.pdf).

2- Source : Université McGill

## QUELQUES CONSTATS INCONTOURNABLES (suite)

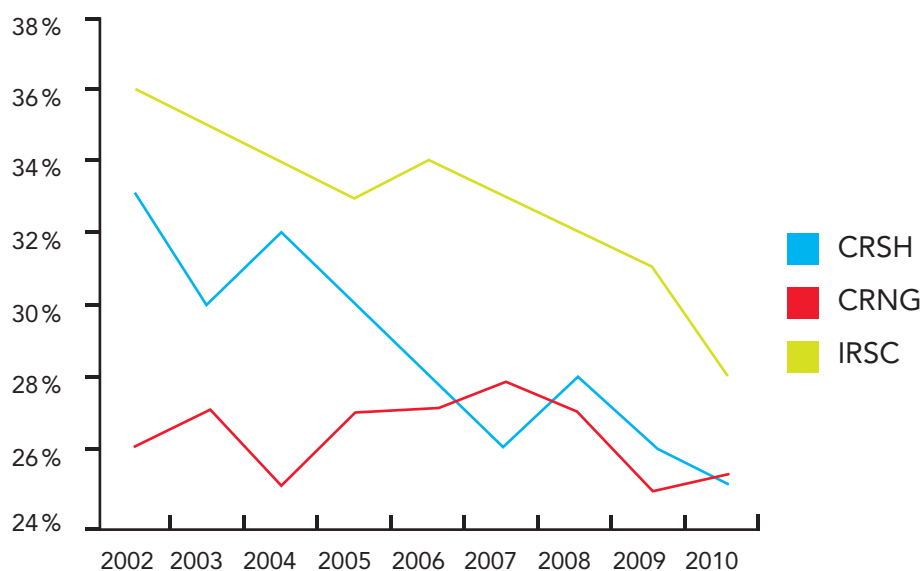
### Financement fédéral de la recherche



- Université McGill
- Université de Montréal (incl. HEC et Poly)
- Université Laval
- Université de Sherbrooke
- Université du Québec à Montréal
- Concordia University
- Institut national de la recherche scientifique
- Université du Québec à Trois-Rivières
- École de technologie supérieure
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec en Outaouais
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- École nationale d'administration publique
- Bishop's University
- TÉLUQ

En concurrence avec les autres universités du Canada et du monde, nos universités de recherche perdent du terrain. La part de financement du Québec de la part des organismes subventionnaires fédéraux est menacée<sup>3</sup> :

Part du Québec dans le financement fédéral de la recherche



3- Source : Cahier thématique : La Qualité de l'enseignement supérieur au Québec, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, décembre 2012.

Cette perte de vitesse est notamment attribuable à la grande différence de moyens entre les universités de recherche du Québec et leurs homologues des autres provinces :

Université/ École	Total des fonds '000 \$	Fonds par étudiants \$ (temps plein + temps partiel)
Université de Toronto	3 011 858	38 084 \$
Université de Calgary	1 342 717	44 058 \$
Université Laval	847 416	21 091 \$
Polytechnique	181 138	25 228 \$
Université de Montréal (HEC + Poly)	1 490 696	18 541 \$

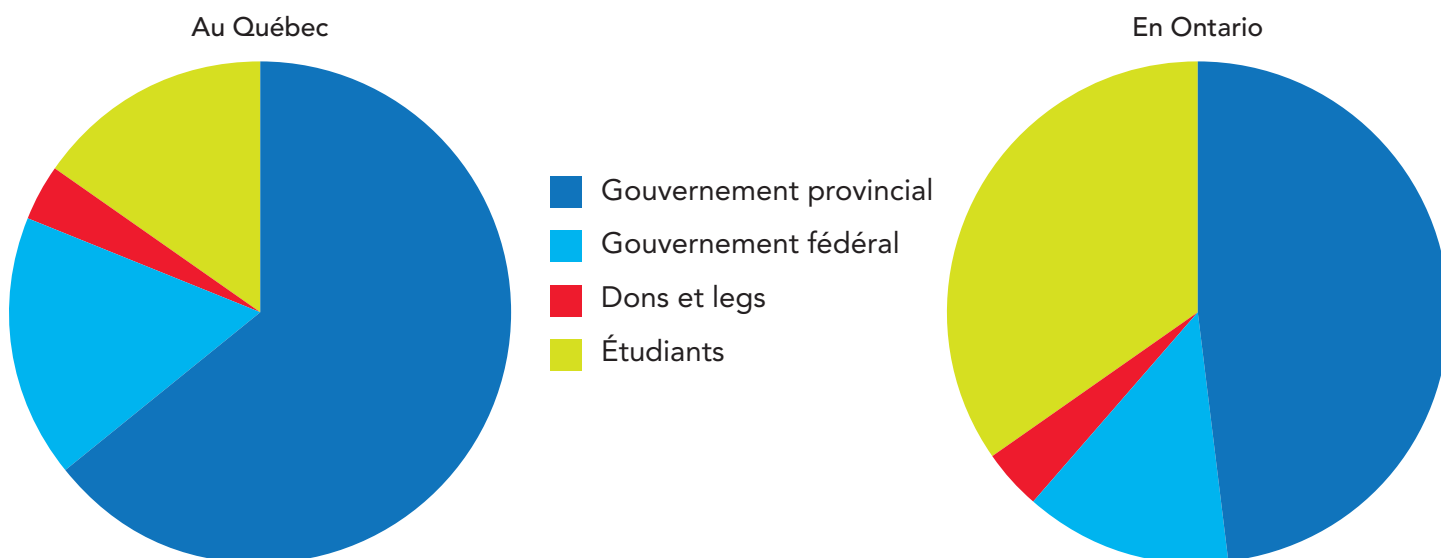
Un rattrapage significatif s'impose donc si nos universités aspirent à maintenir leur excellence et leur compétitivité.

#### D) UNE INIQUITÉ DANS LA CONTRIBUTION DES ÉTUDIANTS

Les droits de scolarité payés par les étudiants du Québec représentaient 12,7% du financement global des universités en 2008-2009. Cette contribution atteignait 26,4 % en 1964-1965<sup>4</sup>. Autrement dit, les étudiants universitaires assument aujourd'hui une part beaucoup plus faible du coût de leurs études qu'ils ne le faisaient il y a 50 ans.

Le gouvernement du Québec contribue pour 54% des revenus totaux des universités. Le gouvernement fédéral finance à hauteur de 14%, les dons et legs 3,1%, et les étudiants contribuent pour 12,7%.

En Ontario, ces chiffres sont respectivement de 41,8% pour le gouvernement provincial, de 11,5% pour le fédéral, de 3,4% pour les dons et legs, et de 29,8% pour les étudiants.



4- Sources : Association canadienne du personnel administratif des universités. Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec (Rapport Parent) et ministère des Finances du Québec.

## QUELQUES CONSTATS INCONTOURNABLES (suite)

La contribution publique au réseau universitaire est donc significativement plus élevée au Québec qu'en Ontario, et la contribution des étudiants significativement moindre.

Par ailleurs, au Québec, certains étudiants assument jusqu'à 40 % des coûts associés à leur formation, alors que d'autres n'en défraient que 7 % :

**Coûts et revenus selon le secteur disciplinaire<sup>5</sup>**

	<b>Coûts</b>	<b>Droits de scolarité en % des coûts</b>	<b>Différences de revenus après impôts</b>
Lettres	4 011 \$	42%	205 758 \$
Sciences humaines et sociales	4 213 \$	40 %	327 990 \$
Génie	7 335 \$	23 %	957 217 \$
Médecine dentaire	24 554 \$	7 %	1 672 497 \$
Médecine	11 567 \$	14 %	2 360 077 \$

### E) DES PROBLÈMES DE GOUVERNANCE

Presque tous les intervenants dans le débat sur les universités ont noté des problèmes de gouvernance. La population du Québec a assisté à des dérapages graves au cours des dernières années des indemnités de départ injustifiées à des augmentations suspectes de la masse salariale, sans parler du tristement célèbre îlot Voyageur.

La gestion des universités du Québec a besoin d'un coup de barre.

5- Rapport Bourgogne, « Le Québec et les droits de scolarité universitaire », février 2007, tableau 5, p. 21. La différence de revenus après impôts de chaque diplômé de ces secteurs est comparée à un individu qui aurait joint le marché du travail après le Cégep.

## DES PISTES DE SOLUTIONS

Le Québec doit réagir aux problèmes actuels de son réseau universitaire et l'adapter aux défis du 21<sup>e</sup> siècle. Dans ce contexte, la Coalition propose les approches suivantes:

**1) Les universités de recherche devraient bénéficier de plus d'autonomie.** Celles-ci auraient ainsi une latitude balisée pour déterminer les droits de scolarité qu'elles exigent, de manière à se donner les moyens de retrouver leur compétitivité nationale et internationale tout en évitant les hausses trop rapides ou brutales. Toutes les universités, incluant celles dont la mission de recherche est moins importante, verraient par ailleurs leur financement maintenu, et les coupures annulées. Les centres de recherche de pointe situés à l'extérieur des grandes universités devraient aussi être soutenus de manière compétitive.

**2) Le réseau universitaire devrait adopter une modulation des droits de scolarité.** Cette modulation est la norme presque partout dans le monde. Elle s'appuie sur un principe d'équité.

Une fois cette mesure adoptée, tous les étudiants universitaires du Québec assumeraient entre 15 et 20% des coûts indexés de leurs études, peu importe leur programme. Les programmes de prêts et bourses seraient adaptés en conséquence. Le gouvernement devrait aussi adopter une formule de remboursement proportionnel au revenu.

**3) Le gouvernement doit rehausser ses exigences en matière de gouvernance, de transparence et de reddition de compte.** Il faut revoir la composition des conseils d'administration pour que leurs membres soient choisis selon les meilleures pratiques de gouvernance, incluant la nomination de plus de membres externes. Les universités doivent également être assujetties à des obligations de transparence rehaussée et une meilleure reddition de comptes.

## CONCLUSION

Il est difficile de surestimer la contribution des universités à l'avancement global de notre société. Nos institutions de haut savoir ont toujours été un moteur de développement pour le Québec. Elles doivent le demeurer, particulièrement dans le contexte d'une économie mondialisée où la concurrence est plus vive et omniprésente que jamais.

Malheureusement, nos universités connaissent des difficultés importantes, et le contexte politique actuel est de mauvais augure. Le gouvernement a fait le choix de nier le sous-financement. Il refuse de considérer les besoins particuliers, et différents, de chaque université. Il s'oppose à une modulation équitable des droits de scolarité. Et, à quelques semaines du Sommet, il a décidé d'imposer des coupures draconiennes et irréalistes de 250 millions \$ sur deux ans à des universités déjà en mal de moyens.

Pour le bien du Québec, ces coupures devraient être annulées immédiatement. Si ce changement de cap ne constitue pas en lui-même une solution aux problèmes de nos universités, il assainirait certainement le climat des discussions au Sommet, et permettrait peut-être que soient enfin abordées les questions essentielles, et les approches nouvelles.